

Le retour de la droite revancharde



Mitterrand a pavé la voie

19 mars -- Ainsi donc la droite revancharde est revenue aux affaires et les fascistes font leur entrée fracassante au Parlement. Ces cinq ans de "sale boulot" du front populaire antiouvrier de Mitterrand leur ont ouvert toutes grandes les portes. A l'heure où nous mettons sous presse, les tractations entre Mitterrand et Chirac n'ont pas encore abouti. D'après des rumeurs persistantes, Chirac, une fois devenu premier ministre, aurait l'intention de gouverner par ordonnances -- des décrets du Conseil des ministres qui doivent être ratifiés par le président et qui ne seront soumis au vote parlementaire que rétrospectivement. Les législatives ont inauguré une période de haute instabilité politique. Avec 291 sièges (la majorité absolue requise étant de 289), la nouvelle majorité de droite tient par un fil. Profondément divisée, elle est mal placée pour un bras de fer parlementaire avec Mitterrand. Lundi 17 mars, une baisse des valeurs boursières reflétait la nervosité de la bourgeoisie devant l'instabilité issue des résultats électoraux.

Pour les révolutionnaires, ces résultats ne peuvent être qu'un miroir déformant du rapport des forces sociales. Il y a 50 ans, Léon Trotsky écrivait: "La représentation parlementaire d'une classe opprimée est considérablement en dessous de sa force réelle, et inversement, la représentation de la bourgeoisie, même un jour avant sa chute, sera toujours la mascarade de sa force imaginaire" (*Comment vaincre le fascisme*). D'autant plus qu'une composante clé de la classe ouvrière -- les immigrés -- est exclue des scrutins! Mais le gouvernement issu du scrutin devient aussi une force politique.

Le score de presque 32% du PS montre que ce parti a pu rassembler autour de la défense de la légalité parlementaire une partie de la bourgeoisie "moderniste", de la petite-bourgeoisie et de la classe ouvrière

(aux dépens du PCF, dont la base se réduit de plus en plus aux fidèles et se concentre sur la classe ouvrière traditionnelle, déjà ravagée par le démantèlement de l'industrie). L'électorat de droite a voté contre Mitterrand, mais a désavoué Barre qui refusait la cohabitation sans expliquer comment le faire partir. La nouvelle majorité doit résoudre ce problème.

La polarisation de la société amorcée par la victoire de la droite s'exprime surtout par la sinistre percée du Front national. *Pour la première fois depuis des décennies, le fascisme fait une rentrée en force dans un parlement d'une "démocratie" européenne.* Le Front national a pu consolider une base électorale sur son programme raciste fasciste qui ne se limite pas à des couches protestataires, étroites, de la petite-bourgeoisie -- la base du mouvement

cette menace fasciste. Face à un mouvement fasciste beaucoup plus puissant, Trotsky soulignait: "*Sur la balance de la statistique électorale, 1000 voix fascistes pèsent aussi lourd que 1000 voix communistes. Mais sur la balance de la lutte révolutionnaire 1000 ouvriers d'une grande entreprise représentent une force cent fois plus grande [...]*" (*Comment vaincre le fascisme*).

Ni Mitterrand ni les chefs de la droite ne tiennent à déclencher une crise politique; ils sont tous des défenseurs de l'ordre bourgeois. Mais comment résoudre la crise dans un cadre constitutionnel? Qui pourrait s'ériger en arbitre au-dessus de ce Parlement divisé? L'opinion bourgeoise craint que par exemple des désaccords entre Maignon et l'Elysée empêchent une rapide réaction française dans une crise internationale.

La classe ouvrière peut renverser la vapeur

poujadiste des années 50.

Ce programme de terreur anti-immigrés, antiouvrier, anticommuniste n'est pas un programme parlementaire. L'Assemblée ne servira que de tribune à l'agitation de ces démagogues. Et Le Pen est maintenant bien placé pour monnayer son influence auprès d'une droite qui a déjà largement repris les thèmes de sa campagne de haine raciale. La faiblesse du Parlement, le fait que les grandes questions politiques risquent d'être réglées dans la rue, lui offre des opportunités sinistres. Mais la classe ouvrière reste capable de repousser

Une coexistence assez transitoire est permise uniquement par un consensus antiouvrier, anti-immigrés et antisoviétique. A Washington, on sympathise avec la droite, mais on se rappelle aussi que "ce gouvernement socialiste s'est montré amical de façon inespérée envers les Etats-Unis" et qu'en dépit des objections de Mitterrand à la "guerre des étoiles" de Reagan (une source de conflit avec Chirac), "les entreprises françaises n'en n'ont pas moins été laissées libres de prêter la main au projet" (*le Monde*, 14 mars).

La droite peut remercier Mitterrand

pour son sale boulot d'austérité antiouvrière. Mais elle veut aller plus loin: elle veut libérer les prix, rendre encore plus faciles les licenciements, dépecer les entreprises nationalisées, gardant les morceaux juteux rentables et détruisant le reste. Il faudrait être bien sot pour croire qu'elle a abandonné ses rêves revanchards et reaganiens!

Cependant, il faut compter sur ce grand inconnu: la classe ouvrière. Comment réagira-t-elle à un nouveau round d'attaques capitalistes? Voilà la hantise des protagonistes de la cohabitation, la raison de leurs appels répétés au "calme". Il n'y a pas seulement les colonies, le Moyen-Orient... Depuis des mois, la presse bourgeoise s'inquiète: qu'est-ce qui se cache derrière la "torpeur sociale"? Quelle explosion ouvrière qui pourrait échapper au contrôle des directions réformistes discréditées? Il suffit de voir l'hystérie du *Monde* face à l'efficacité de la grève du métro parisien: "Poujadisme!" "Pas de préavis -- Non conforme à la loi de 1963!" Ce genre de grève, courte, sauvage, défensive, mais souvent suivie à 100%, comme il y en a encore eu dans les PTT à Paris à propos du racisme anti-Antillais d'un receveur. Et les bonzes de Force ouvrière craignent même une explosion à la Juin 1936!

Divisé sur la meilleure manière de gérer les affaires du capitalisme français, tout le monde politique craint un imbroglio parlementaire/constitutionnel. Les agitateurs fascistes pourraient en bénéficier et tenter de se montrer indispensables à la bourgeoisie si c'est dans la rue que ça se décide. Et si la classe ouvrière, qui n'a pas été défaite, s'engouffre dans cette crise, tirant profit de la paralysie temporaire de son ennemi de classe? La bourgeoisie n' envisage pas le recours aux gangsters fascistes de gaieté de coeur. Sa crise politique l'enferme

Suite page 2

Le retour de la droite...

Suite de la page 1

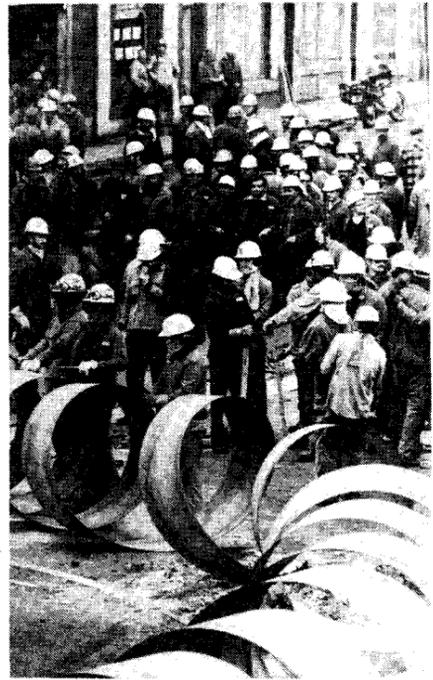
dans un vrai dilemme.

Cependant, la droite a quand même gagné ces élections et la "gauche" les a perdues. Le "10 mai" n'est qu'un vieux souvenir. Et les législatives ont entériné un état de fait, créé par le front populaire de Mitterrand lui-même! Le régime qui a accédé au pouvoir en 1981 était une coalition de collaboration de classe entre les réformistes du PS et du PCF et des éléments bourgeois. Mitterrand avait déjà obtenu la neutralité de Chirac sur la base de son antisoviétisme virulent.

Au pouvoir, il a essayé d'apaiser ses partenaires bourgeois. Après la faillite de la "relance", son gouvernement a mené une politique d'austérité antiouvrière encore plus farouche que celle de ses prédécesseurs. Mitterrand a cimenté son accord avec la hiérarchie militaire. Il a relancé une guerre néo-coloniale au Tchad, dépensé des milliards pour l'armement nucléaire et donné le feu vert aux barbouzeries meurtrières de la DGSE. Il a joué le rôle de fer de lance en Europe pour la campagne de guerre froide de Reagan. Il a cédé à la réaction catholique sur la question scolaire. Et ce gouvernement "socialiste" a déclenché une vague de terreur policière et pris des mesures anti-immigrés tous azimuts.

LE FRONT POPULAIRE: LA VOIE DES DEFAITES

Il est temps de tirer un bilan de ces cinq ans de sale boulot: ce gouvernement de "gauche" a préparé la voie à la montée de la réaction. En 1981, la Ligue trotskyste était seule à refuser de voter pour ce



L'action syndicale ordinaire, même combative, n'est plus suffisante.

"socialiste" de guerre froide. Nous avons dit que, comme les fronts populaires précédents, l'élection de Mitterrand n'était pas une victoire pour les travailleurs.

Pendant des années, la camisole de force du front populaire, dont les directions du PCF et de la CGT ont été les relais fidèles, a empêché une riposte ouvrière, dans les usines et dans la rue, à la faillite économique du gouvernement et aux mobilisations extra-parlementaires de la petite-bourgeoisie qui ont servi de tremplin à la victoire de la droite comme des fascistes. Et ce vide n'a pas seulement aidé ces victoires, il a désorienté, voire démoralisé, de larges couches de la classe ouvrière frappée en plus de plein fouet par la crise capitaliste. Le 32% du PS ne saurait cacher cette trahison.

Le PCF a payé très cher le prix de sa collaboration de classe au sein du gouvernement. Et pas simplement parce que le chantage au "vote utile" a encore une fois marché. Le PCF n'a aucune autre perspective que de quémander de nouveaux strapon-

tins dans une nouvelle "Union de la gauche". Et faute de rompre ses liens de façon définitive avec l'URSS, ce parti n'aura jamais la confiance de la bourgeoisie, n'aura qu'une place subalterne dans un front populaire. Mais face à l'immobilisme et à l'incompétence presque suicidaire de la direction Marchais, les Juquin et autres "rénovateurs" qui s'agitent maintenant proposent... de devenir une mauvaise imitation du PS. Et qui aura besoin de cela?

Le PS est loin d'avoir repêché tous les abstentionnistes du PCF. A ces militants qui en ont eu assez d'avaler des couleuvres antisoviétiques, de jouer le rôle de porteurs d'eau de la bourgeoisie dans un nouveau front populaire, nous disons qu'il y a une autre voie.

Nous avons donné un soutien critique aux candidats de Lutte ouvrière dans ces élections; le refus de LO de voter pour le PC et le PS a permis aux travailleurs de voter contre le front populaire et pour l'indépendance de classe. LO n'a certes pas atteint ses scores de 1981; ses résultats ne reflètent pas un sursaut d'une couche importante de la classe ouvrière. Mais face à la campagne crétiniste parlementaire du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), qui est lié à Force ouvrière, payée par la CIA, et à la campagne de la LCR, l'aile marchante de la guerre froide de Mitterrand, compromise dans des blocs avec des cadavres sociaux-démocrates, nous notons que partout LO a largement devancé le MPPT et la LCR et que ces derniers ont eu les résultats qu'ils méritent: le crime ne paie pas! Mais pour les centaines de milliers de travailleurs qui ont voté LO, cette organisation économiste n'offre pas de perspectives révolutionnaires pour lutter.

UNE PERSPECTIVE POLITIQUE: UN GOUVERNEMENT OUVRIER

Aujourd'hui, le prolétariat est désorienté et affaibli par cinq ans de trahisons de ses directions, la destruction de pans entiers de l'industrie et la menace du chômage, véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête dans pratiquement tous les secteurs industriels. Aussi, il ne s'engagera pas à la légère dans les "journées d'action", débrayages symboliques de protestation et autres escarmouches impuissantes et finalement démobilisatrices décidées à intervalles réguliers par les directions syndicales pour essayer de faire croire qu'elles voudraient bien faire quelque chose. Pour les bureaucrates syndicaux, les échecs répétés de ces parodies de luttes sont toujours la faute des travailleurs "qui ne sont pas prêts à se mobiliser", "qui ne comprennent pas les enjeux", "qui sont passifs", etc. Mais pourquoi la grande masse des travailleurs prendraient-ils des risques pour des "actions" qui ne promettent aucun résultat concret et ne sont basées sur aucune perspective politique concrète, à part les appels chauvins et réactionnaires au protectionisme ("Produisons français")? De plus, beaucoup d'entre eux n'ont pas oublié que sous le front populaire du "10 mai" les directions de la CGT et de la CFDT (sans parler de FO) ont empêché et brisé les luttes ouvrières pour le compte de Mitterrand?

Pourtant, la classe ouvrière n'a pas été écrasée et conserve la capacité d'engager de grandes luttes. A preuve les grèves défensives puissantes de ces derniers mois, qui ont éclaté sur des revendications limitées mais gagnables (et souvent gagnées). La question est avant tout politique.

Il faut le dire clairement: chaque "journée d'action" sans perspective, impuissante, au lieu de montrer la voie d'une victoire, poussera une nouvelle fraction de la petite-bourgeoisie affolée par la crise dans les bras des démagogues fascistes. Des actions défensives limitées peuvent quant à elles arracher des concessions limitées au patronat et à son Etat, et de tels succès partiels sont évidemment tout à fait importants. Les mineurs britanniques ont, malgré les attaques sauvages de Thatcher, tenté héroïquement de contre-attaquer quand ils se sont

retrouvés le dos au mur. Mais des actions défensives se heurteront au bout du compte au même écueil s'il n'y a pas de perspective politique derrière ces luttes. Car, dans les conditions du capitalisme français en crise, la bourgeoisie fera payer à la petite-bourgeoisie les concessions que la classe ouvrière lui aura arrachées.

"Le 16 mars on continue" -- encore des dizaines de milliers d'expulsions racistes.



Maamar Boukerrou

La seule perspective politique réaliste pour la classe ouvrière, c'est donc un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie et entreprendra la réorganisation socialiste de la société, la dictature du prolétariat, non pas sous le drapeau tricolore des massacreurs de la Commune de 1871 mais sous le drapeau rouge des Etats-Unis socialistes d'Europe. En 1934 déjà, après la première irruption des bandes fascistes sur la scène politique française, Trotsky écrivait: "La petite-bourgeoisie ne repoussera la démagogie du fascisme que si elle met sa foi dans la réalité d'une autre voie. Mais l'autre voie, c'est la voie de la révolution prolétarienne" (Où va la France).

UNITE OUVRIERE ET LUTTE ANTIRACISTE

Demain un gouvernement réactionnaire, aiguillonné par les fascistes, va certainement déclarer une guerre ouverte, sans merci, aux immigrés. Ceci pose à brûle-pourpoint la question de l'unité même de la classe ouvrière. La gangrène raciste qui empoisonne la société française menace d'enfoncer un coin entre ouvriers immigrés et français. Or l'unité est plus que jamais indispensable. Après les ravages des "restructurations" dans le tissu industriel de ce pays, les ouvriers français, surtout dans les industries clés comme l'automobile, n'ont plus la force, à eux seuls, de se défendre et de passer à l'offensive sans leurs frères de classe immigrés. De leur côté, les ouvriers immigrés hésiteront fortement à se lancer en avant-garde des luttes comme ils l'ont fait de 1981 à 1983 (parce qu'ils ne partageaient pas, dans une large mesure, les illusions des ouvriers français dans le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman); leurs grèves héroïques ont été abandonnées et trahies par les bureaucraties syndicales; de plus, s'engager aujourd'hui à l'avant-garde signifierait pour eux risquer leur vie face aux flics, aux bandes fascistes et aux nervis patronaux.

C'est pourquoi est d'autant plus indispensable un programme qui défend les immigrés contre la ségrégation raciale et la terreur raciste dont ils sont victimes: Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! Flics hors des quartiers immigrés! Dissolution des CRS et autres forces d'exception! Mobilisations ouvrières de masse pour écraser la vermine fasciste! Groupes de défense basés sur les syndicats -- les ouvriers français et immigrés -- et sur les habitants des quartiers immigrés!

LE ROLE VITAL DES PIQUETS DE GREVE

Il faut regarder la réalité en face: toute grève, toute lutte ouvrière un tant soit peu importante contre les licenciements, la répression ou pour la défense des acquis, se trouvera rapidement confrontée aux bandes armées du capital -- flics, tueurs fascistes, nervis patronaux. La question des piquets de grève de masse

passé donc au tout premier plan. En octobre 84, après une série de grèves à Renault, nous écrivions: "Le piquet de grève, ça veut dire: on ne passe pas! L'arrêt total de la production, c'est l'essence même de la grève. C'est un moyen qualitativement plus efficace que les actions 'rodéos' et autres blocages d'autoroute ou du TGV pour s'assurer du succès

d'une grève, pour rallier les hésitants, pour organiser les grévistes dans l'action et enfin, et surtout, pour se protéger des jaunes et des flics et étendre la grève aux autres usines" (le Bolchévik n°49, octobre 1984).

ENCORE UNE FOIS LE GOUVERNEMENT OUVRIER

Piquets de grève, groupes de défense ouvriers-immigrés et milice ouvrière, et aussi comités de grève, ces mots d'ordre découlent donc directement des nécessités de l'heure. Toute lutte un tant soit peu sérieuse posera la question du pouvoir. La constitution effective et la centralisation des organes du pouvoir ouvrier (que sont la milice ouvrière, les comités de grève, etc.) créeront nécessairement une situation de double pouvoir, de conflit direct avec l'Etat de la bourgeoisie -- conflit qui ne pourra être résolu que par le renversement de cet Etat et la constitution d'un gouvernement ouvrier basé précisément sur ces organes du pouvoir ouvrier.

Cette bataille ne saurait être gagnée avec les organisateurs de défaite que sont les directions réformistes. Il faut l'intervention active d'un parti authentiquement communiste, un parti léniniste-trotskyiste qui gagnera le prolétariat à ce programme et dirigera sa lutte. Un tel parti doit être construit sur la base d'une opposition intransigeante au front-populisme sous toutes ses formes, de la lutte contre la terreur raciste et la ségrégation raciale, de la défense militaire inconditionnelle de l'URSS et des Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme et de la lutte pour l'indépendance immédiate et inconditionnelle de toutes les colonies françaises. Groupe de propagande trotskyste, la LTF se bat pour construire ce parti bolchévique.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerah. REALISATION: Jocelyne Melies. DIFFUSION: Jean Thimbault. DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance: ● Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10. Téléphone: (1) 42-08-01-49. ● Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex. Téléphone: 35-71-20-86.

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris. Commission paritaire: n°59267. Distribué par les NMPP.

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Au cours de notre campagne de soutien critique à Lutte Ouvrière pour les législatives (pendant laquelle nous avons vendu plus de 600 exemplaires du *Bolchévik* n°61 avec notre consigne de vote), nous avons pu élargir notre débat politique avec les camarades de LO lors de meetings et dans des discussions. Cette clarification était nécessaire car, comme nous l'avons dit, la campagne de LO, son refus de voter PC ou PS, ne fait que poser la nécessité d'un programme révolutionnaire pour s'opposer au front populaire. Il manque à LO les moyens programmatiques pour soutenir cette prise de position.

Evidemment, la question russe est une des divergences centrales entre nos deux organisations. Et les militants de LO, tout comme sa direction, le savent bien. Il faut être clair: cette divergence nous place bien souvent des deux côtés des barricades, comme en Pologne ou en Afghanistan. Pourtant LO met souvent en avant comme divergence entre nous la question du parti. Mais la question russe c'est la question du parti, car la question du parti c'est la question du programme. Ce n'est pas par hasard qu'une des brochures de Lénine, *Que faire?*, qui est une polémique approfondie contre le programme des "économistes" (opposants importants de Lénine dans le mouvement russe d'alors), est devenue par la suite un manuel pour la construction du parti révolutionnaire.

Pour Lénine, le parti régi par le centralisme démocratique est le seul outil du prolétariat pour prendre le pouvoir.

QU'EST-CE QUE L'ECONOMISME?

La politique de LO est, en un mot, économiste. Lénine définit l'économisme comme la position d'une organisation qui "reconnaissant entièrement... la lutte politique qui surgit spontanément du mouvement ouvrier lui-même [...] se refuse absolument à élaborer elle-même une politique social-démocrate [marxiste] spécifique [...] ("Que faire?", *Oeuvres*, tome 6). Il faut souligner que l'économisme n'est pas apolitique. Sa devise est: "Donner à la lutte économique elle-même un caractère politique". Mais justement, quelle politique? Lénine insistait que "la conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons" (*Ibid.*) Toujours d'après Lénine, "pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques, les social-démocrates doivent aller dans toutes les classes de la population, ils doivent envoyer dans toutes les directions des détachements de leur armée" (*Ibid.*)

Voyons maintenant comment LO se justifie face au léninisme. A cause de sa "faiblesse" (entendons par là que LO, bien que ses militants essayent parfois de prétendre le contraire, reste un groupe de propagande), "nous devons nous garder aussi de cultiver les illusions sur une soi-disant intervention politique qui n'existerait que sur le papier ou dans nos textes de congrès" ("Textes d'orientation" n°4, supplément à *Lutte de classe* n°119, octobre 1985). Chez les organisations se réclamant aujourd'hui du trotskysme, les campagnes politiques, selon LO, "n'ont comme utilité que de faire survivre le groupe en lui faisant croire qu'il a une activité politique". Et de critiquer les "bons mots d'ordre qui seraient valables en soi, sans même s'occuper s'ils ont le moindre écho en dehors du cercle étroit des révolutionnaires", la participation aux campagnes d'autres organisations et l'intervention dans des organisations et des milieux petits-bourgeois "sur lesquels les révolutionnaires finissent par aligner leur politique faute de l'influence et du nécessaire équilibre que seule une implantation et un travail dans la classe ouvrière pourraient donner" (*Ibid.*)

Conclusion? Il ne faut pas "envoyer dans toutes les directions des détachements", comme le voulait juste-

Lutte ouvrière Quel programme pour quel parti?



Rouge

La fête annuelle de LO: le "socialisme du dimanche".

ment Lénine! Il faut simplement s'implanter parmi la classe ouvrière des grandes entreprises.

En quoi une immersion dans la classe ouvrière garantira les révolutionnaires contre une capitulation devant ces milieux petits-bourgeois? Et existe-t-il en politique le genre de garantie contre la capitulation que réclame LO? Nous voyons là le ventre mou de LO, un opportunisme qui a peur de lui-même et qui est une constante de sa politique. Non, ces garanties n'existent pas! Sinon, pourquoi alors Lénine a-t-il été amené à mener tant de batailles fractionnelles à l'intérieur de son parti?

"LES OUVRIERS DU RANG"

Dans une polémique contre le travail syndical de la LCR, LO nous explique: "Le fait de restreindre ainsi leurs activités et leur combat à ce milieu [des travailleurs, parmi les plus actifs politiquement sans doute, sous l'influence de ces bureaucraties] amène finalement ces organisations révolutionnaires à composer et à aligner leur politique sur celle des bureaucraties syndicales, quelles que soient leurs tentatives de s'en démarquer" (*Ibid.*)

LO se rabat donc sur... les ouvriers les moins conscients politiquement -- les ouvriers "du rang". Pour commencer, et Lénine était très clair sur ce point, le chemin vers les ouvriers "moyens" passe par la conquête des ouvriers avancés. Et ces fameux ouvriers moyens, ces ouvriers "du rang", ne sont pas eux non plus politiquement vierges. Un ouvrier politiquement vierge, ça n'existe pas. Les ouvriers ne sont pas non plus spontanément réformistes, ils sont victimes de la propagande *bourgeoise*, le plus souvent propagée par leurs directions traîtres.

Ainsi, comment se fait-il qu'un travail en direction des ouvriers "du rang" ne comporte pas les mêmes risques qu'un travail parmi les ouvriers "les plus actifs politiquement", voire des petits-bourgeois? Est-ce un hasard si les mots d'ordre destinés à ces ouvriers (voire récoltés chez ces ouvriers, d'après les dires de LO) sont réformistes: "Faire payer les riches", "Les entreprises doivent vivre, les travailleurs aussi", "La

lutte ne paie pas toujours, mais la résignation coûte cher"? Autre aveu -- de taille -- de LO: c'est une "concession aux illusions électoralistes des masses" qui a amené LO à voter au deuxième tour pour le front populaire pendant une décennie (1973, 74, 78 et 81)! D'où viennent ces illusions? N'est-ce pas là une capitulation devant les directions réformistes -- par "masses" interposées?

Les trotskystes combattent le programme des réformistes au moyen du Programme de transition... qui s'adresse aux revendications immédiates de la classe ouvrière en montrant que seule l'expropriation de la bourgeoisie peut les satisfaire. Le Programme de transition amène ainsi au seuil de la prise du pouvoir -- mais pour LO, c'est déjà trop concret.

LO ET LA GUERRE FROIDE

Comment un groupe se réclamant du trotskysme peut être aussi grossièrement économiste? La réponse à cette question bien légitime, on la trouve dans l'analyse du stalinisme que fait LO et dans sa pratique de l'"antistalinisme". S'il est vrai que les écrits de Lénine contre les économistes russes s'appliquent étrangement bien aujourd'hui à LO, ces opposants à Lénine existaient avant la Révolution russe et donc aussi avant sa dégénérescence stalinienne. L'économisme de LO est donc à double fond. La tendance que représente actuellement le groupe a été fondée sur un rejet explicite de la nécessité de construire la Quatrième Internationale en 1938 -- la question du parti exprimée de la façon la plus profonde et la plus principielle. S'étant ainsi désarmée sur la question du parti, c'est-à-dire sur la perspective de *prendre le pouvoir*, et condamnée volontairement à l'isolement national en France, très peu de son "trotskysme" a pu résister, sauf sa critique des staliniens pour leur mépris des masses, leur corruption, leur arbitraire -- en somme, leur bureaucratisme. Beaucoup de gens, en cherchant à échapper à leur devoir de défendre l'URSS, ont usurpé le nom et l'oeuvre de Trotsky en essayant de le transformer en un vulgaire démocrate

antistalinien. Etant donné son économisme, LO ne pouvait pas éviter d'être ballottée entre la social-démocratie et les traditions pro-soviétiques de la classe ouvrière en France.

Face à la campagne de guerre froide antisoviétique des impérialistes, menée en France depuis 1981 par Mitterrand et la social-démocratie, seule la Ligue trotskyste a défendu la position de principe trotskyste de défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers contre toute tentative de restauration capitaliste, qu'elle vienne de l'extérieur (menaces impérialistes de guerre) ou de l'intérieur (Solidarnosc après son congrès de 1981). Cette position de principe est inséparable de la perspective d'une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie usurpatrice.

La LCR s'est transformée en aile marchante d'"extrême gauche" de cette campagne de guerre froide, en labrins de la social-démocratie. Mais LO, avec ses propres arguments, a également choisi le camp des mollahs afghans et de Solidarnosc (en dépit de ses critiques du nationalisme et du cléralisme de sa direction) contre la propriété collectivisée de l'Etat ouvrier déformé polonais. Si les militants de LO en doutent, qu'ils voient ce qu'a écrit leur organisation: "[les impérialistes] envoient des radars, ici et là, leurs yeux et leurs grandes oreilles, pour discerner d'éventuels rassemblements et mouvements de troupes russes, et alerter l'opinion, à tort ou à raison [...]. Mais que feraient-ils pour défendre les travailleurs polonais si l'URSS intervenait? Rien. Pas plus qu'ils n'ont fait pour les travailleurs hongrois, la population tchécoslovaque ou afghane" (*Lutte Ouvrière* n°654, 13 décembre 1980). Renverser la bureaucratie, oui, camarades, mais pas par l'intermédiaire des impérialistes (et d'une guerre impérialiste qui plus est): Par ailleurs, les militants de Lutte ouvrière "armés" avec cette position se seraient retrouvés de l'autre côté des barricades que les ouvriers de Budapest en 1956, parce que ces ouvriers ne voulaient pas entendre parler d'un retour au capitalisme et se préparaient à défendre leurs barricades contre les chars de l'Occident venant à leur "secours" tout autant que contre les chars russes.

Tout en niant l'existence de la campagne antisoviétique, LO a bien été obligée de la prendre en compte et de prendre ses distances. Sinon elle n'aurait pas pu écrire que les militants de la LCR "s'associent à une politique qui favorise le Parti socialiste contre le Parti communiste, ils s'associent à une campagne anticommuniste" au sein de la CGT (*Lutte de classe* n°90, 19 janvier 1982).

Oui, LO a pris ses distances, elle n'a pas manifesté aux côtés de la racaille anticommuniste, comme la LCR l'a fait le 4 décembre dernier. Mais sur quelle base? Avec un argument philistin: "Et la LCR confondrait aussi les remous qui agitent, dans certains secteurs, un certain nombre

Suite page 7



Le Bolchévik

La campagne électorale de LO n'a fait que poser la nécessité du programme révolutionnaire dont elle est dépourvue.

Défendre, compléter, étendre la révolution !

Les femmes en lutte au Nicaragua

Deuxième partie

La question du droit des femmes à l'avortement -- la possibilité de choisir si elles veulent un enfant et quand -- est fondamentalement liée à la question de l'oppression de la femme à l'intérieur de la famille nucléaire et à l'influence réactionnaire de l'Eglise catholique. Ce point clé de la lutte pour les droits des femmes au Nicaragua a été jusqu'à récemment un sujet tabou. Les apologistes des sandinistes, y compris des féministes, ont délibérément passé sous silence le fait que toute forme de contrôle des naissances est d'accès difficile au Nicaragua et qu'est toujours en vigueur l'ancienne loi somoziste rendant l'avortement illégal. L'article "Women in the Nicaraguan Revolution" [les femmes dans la révolution nicaraguayenne] paru dans le numéro d'hiver 1985-86 de *Nicaraguan Perspectives*, publication officielle du Nicaraguan Network est muet sur cette question. Et le Socialist Workers Party (SWP) américain, qui se considère comme une agence de relations publiques du FSLN, a écrit depuis 1979 plus d'une douzaine d'articles sur les femmes au Nicaragua, mais pas une seule fois jusqu'en 1986 il n'a mentionné la question de l'avortement. Il le fait maintenant uniquement parce que *Barricada*, le journal du FSLN, a décidé d'ouvrir une discussion sur le sujet étant donné toutes les pressions pour la légalisation de l'avortement qu'il reçoit, notamment de la part de ceux qui travaillent dans la santé. A ce jour, l'AMNLAE [l'association des femmes sandinistes, ainsi nommée en l'honneur de Luisa Amanda Espinoza, la première combattante du FSLN tombée au combat] n'a pas encore pris position sur l'avortement.

Ce scandaleux silence des sandinistes et de ceux qui les soutiennent politiquement n'empêche pas les avortements illégaux de se multiplier de plus en plus, et des centaines de femmes meurent chaque année aux mains des "faiseuses d'anges". *Barricada* rapportait en novembre dernier que, de mars 1983 à juin 1985, 8752 femmes souffrant de complications dues à des avortements clandestins avaient été admises à la clinique gynécologique Bertha Calderon de Managua. Cela fait dix patientes par jour et représente près de la moitié des admissions dans cet hôpital. Une étude statistique a montré que 10% des femmes mourraient des suites de ces avortements



Sygma

à la sauvette et que plus d'un quart d'entre elles avaient dû subir une hystérectomie (*Militant*, 10 janvier). L'équipe hospitalière qui a fait cette étude recommandait de faciliter l'accès aux moyens de contrôle des naissances (il est actuellement illégal d'en faire la publicité et de les vendre sans ordonnance) et conseillait de réviser la loi sur l'avortement.

Il y a plusieurs raisons importantes pour lesquelles la contraception et l'avortement sont tabous dans le Nicaragua sandiniste. Dans leur livre (*Sweet Ramparts: Women in Revolutionary Nicaragua* [1983]), plusieurs féministes britanniques font remarquer: "D'abord, il y a l'opposition de l'Eglise au contrôle des naissances et à l'avortement. La plupart des femmes pensent qu'avoir des enfants, c'est la volonté de dieu. Deuxièmement, la guerre elle-même a renforcé l'attachement général à la vie de famille. Après des années de bain

de sang, de familles déchirées, de parents morts, les gens veulent recréer la vie et rétablir la sécurité et les liens de la famille." De plus, "le FSLN dit que le pays est sous-peuplé, que ce fait a été exacerbé par les pertes de la guerre" et que le contrôle des naissances était auparavant un complot impérialiste: "Comme beaucoup d'autres pays latino-américains, le Nicaragua sous Somoza était victime d'un programme de contrôle des naissances dont le but n'était pas de respecter les besoins des femmes mais de contrôler les pauvres. Comme le président Johnson le faisait remarquer, il est plus facile de tuer les guérilleros avant leur naissance."

Donc, en rejetant la "contre-insurrection préventive" néo-malthusienne des yankees, les sandinistes ont refusé aux femmes le droit élémentaire de pouvoir éviter le fardeau d'enfants non désirés! Des adolescentes qui n'ont pas encore reçu une éducation décente qui pourrait les préparer à une vie productive doivent être attachées pour toujours au "foyer"; des ouvrières mal payées, qui à l'âge de 20-25 ans ont déjà plusieurs enfants, sont condamnées à en avoir encore d'autres, un "sacrifice pour la révolution"! (Evidemment, les femmes de la bourgeoisie et de la classe moyenne aisée ne sont pas touchées aussi durement, car elles peuvent se payer des avortements faits par leurs médecins privés et non avoir recours aux aiguilles à tricoter.) Les bolchéviks du temps de Lénine et Trotsky avaient un programme en opposition totale avec ce programme nationaliste: toutes les femmes avaient droit à l'avortement; cela était considéré comme un de leurs droits civils, culturels et politiques les plus importants.

La peur d'affronter les forces de la contre-révolution joue aussi un rôle central dans le refus des sandinistes de toucher à cette question vitale: "Ils vont nous traiter de communistes" si l'avortement est légalisé, disait une femme médecin qui était

auparavant à la tête du programme de la mère et de l'enfant au Ministère de la Santé. Et c'est bien sûr exactement ce que dit l'Eglise catholique. Dès l'ouverture du débat sur l'avortement, l'archevêché de Managua a publié une déclaration dans la *Prensa*, le journal de l'opposition bourgeoise financé par les Etats-Unis, intitulée "Tu ne tueras point" et jurant de combattre jusqu'au bout "la calamité de l'avortement" (*Intercontinental Press*, 10 février). Derrière toutes ces justifications, il y a un fait brutal: des centaines de femmes nicaraguayennes sont sacrifiées sur l'autel du dogme sandiniste "économie mixte, pluralisme politique, non-alignement" -- leur refus de pousser la révolution jusqu'à l'expropriation de la classe capitaliste. Nous écrivions il y a deux ans: "[...] à ce jour on refuse aux femmes nicaraguayennes le droit à l'avortement pour se concilier le machisme très répandu et surtout la puissante Eglise catholique. En essayant de se concilier les impérialistes, de se concilier la hiérarchie catholique conservatrice du Vatican et la bourgeoisie nicaraguayenne, qui essaient toutes deux activement de renverser la révolution, le gouvernement du FSLN risque de se trancher lui-même la gorge" ("Defend, Complete, Extend Nicaragua Revolution", *Women and Revolution* n°27, hiver 1983-84). Les trotskystes luttent pour l'avortement libre et gratuit avec du personnel médical compétent; pour une contraception efficace et sans danger; pour une médecine véritablement socialisée et de qualité. Cela fait partie du programme ouvrier pour la révolution socialiste qui créera pour les femmes non seulement les conditions pour se défendre contre la misère imposée par les grossesses non désirées, mais aussi pour avoir des enfants en bonne santé qui pourront grandir dans une société humaine.

LES SANDINISTES ESSAIENT DE "RESTAURER" LA FAMILLE NUCLEAIRE

Prenant la parole à un rassemblement d'ouvrières à Moscou en novembre 1923, Léon Trotsky disait: "Le problème de l'émancipation des femmes, matérielle comme spirituelle, est étroitement lié à celui de la transformation de la vie de famille." Partout la classe capitaliste drape la défense de ses profits dans le manteau de la défense de la famille, et le Nicaragua n'échappe pas à la règle. Lors de la campagne électorale de 1984, le Parti conservateur démocratique (PCD), de droite, appelait dans son programme à des familles nombreuses et proclamait dans tout le pays sur de grands panneaux d'affichage: "Le conservatisme c'est patria potestad" -- littéralement, le "pouvoir paternel", le droit absolu des pères de contrôle sur leurs enfants, même après que le mariage a été dissous. Les sandinistes se présentent comme des défenseurs d'une famille nucléaire plus "démocratique", où les droits des femmes sont reconnus de façon toute formelle. Mais l'oppression de la femme dans la famille a ses racines dans les conditions économiques du capitalisme et ne peut pas être simplement éliminée par de simples mesures juridiques.

Dans le *Manifeste communiste*, Karl Marx et Friedrich Engels écrivaient déjà: "Les déclamations bourgeoises sur la famille et l'éducation, sur les doux liens qui unissent l'enfant à ses parents, deviennent de plus en plus écoeurantes, à mesure que la grande industrie détruit tout lien de famille pour le prolétaire et transforme les enfants en simples articles de commerce, en simples instruments de travail." On le voit d'une façon spectaculaire au Nicaragua où, d'après une étude faite en 1978, un an avant



Merselis/Magnum

Une usine textile d'Etat. Les femmes dans l'industrie sont parmi les militantes de classe les plus conscientes.

le renversement de Somoza, c'étaient des femmes qui étaient à la tête de plus d'un tiers des ménages. Dans les *barrios* [quartiers] pauvres de Managua, cela montait à 60%. De plus, le mariage est rare dans les masses nicaraguayennes: les trois quarts des enfants sont des enfants "naturels". Alors, quand les sandinistes se déclarent les "défenseurs de la famille nucléaire" (comme dans la plate-forme électorale du FSLN en 1984), ils "défendent" quelque chose que la plupart des femmes nicaraguayennes n'ont jamais connu.

Ce phénomène des familles sans pères se retrouve partout dans les bidonvilles d'Amérique latine. C'est le produit d'un "développement" économique déformé qui fait immigrer vers les villes des millions de gens, et là celui qui est censé "gagner le pain" de la famille ne trouve pas d'emploi stable. Il y a aussi la mentalité machiste profondément enracinée: faire des enfants à plusieurs femmes un peu partout est vu comme un signe de virilité. De plus, au Nicaragua, les massacres en masse de Somoza et les attaques des *contras* ont considérablement accentué cette situation: plus de 40000 enfants sont orphelins de père et de mère. Aujourd'hui, la moitié des familles n'a pas d'hommes à la maison et est dirigée par des femmes. Et peu de femmes n'ont pas d'enfants, la plupart ont même des enfants très tôt et en grand nombre.

La "loi sur les relations entre les mères, les pères et les enfants" a formellement aboli le *patria potestad*; pourtant, les lois somozistes sur le divorce, qui sont notoirement discriminatoires à l'encontre des femmes, restent inchangées. Dans cette situation désespérée, des lois comme celles que le gouvernement a essayé d'imposer ne peuvent pas réussir à changer fondamentalement la condition des femmes; de plus, l'esprit de ces lois est essentiellement d'essayer de "restaurer" la famille nucléaire, et c'est une capitulation consciente devant l'Eglise catholique.

Cette tentative de renforcer la famille nucléaire est réactionnaire et utopique. Quelle que soit la mesure dans laquelle les tâches domestiques sont partagées, cela ne changera pas le fait que la famille nucléaire est une prison pour les femmes, particulièrement dans les conditions



Le Nicaragua en guerre compte 40000 orphelins de père et de mère -- la moitié des familles-est dirigée par des femmes.

actuelles du Nicaragua. L'asservissement domestique des femmes est un des piliers de la structure sociale capitaliste; le rôle principal des femmes y est de mettre au monde et d'élever la prochaine génération de travailleurs productifs. Les sandinistes, avec leur programme nationaliste, sont incapables de sortir de ce cadre; les femmes doivent encore rester à la maison pour faire cuire le riz et les haricots.

LIBERATION DES FEMMES AU TRAVERS DE LA REVOLUTION SOCIALISTE!

La Loi fondamentale du Nicaragua, promulguée lorsque les sandinistes ont pris le pouvoir en 1979, déclare que "la famille est l'unité [de base] naturelle de la société". Les marxistes, au contraire, sont pour la révolution prolétarienne internationale qui jettera les bases d'une économie collectivisée qui pourra un jour remplacer la famille en socialisant ses fonctions, libérant ainsi les femmes d'une oppression millénaire. Dans son traité sur *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1884), Friedrich Engels écrivait: "Les moyens de

production passant à la propriété commune, la famille conjugale cesse d'être l'unité économique de la société. L'économie domestique privée se transforme en une industrie sociale. L'entretien et l'éducation des enfants deviennent une affaire publique; la société prend également soin de tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou naturels." C'était le programme des bolchéviks russes du temps de Lénine et Trotsky. Ils ont mis en place -- dans les limites des ressources matérielles de la jeune république soviétique -- des logements publics, des laveries, des crèches et des restaurants collectifs.

Mais, comme il n'y a pas eu de révolution socialiste en Europe pour briser l'isolement de la Russie arriérée, une caste bureaucratique s'est cristallisée sous la direction de Staline. Et elle a fait une contre-révolution politique qui est revenue sur les mesures des bolchéviks sur la famille, les plus progressistes de l'histoire. Porte-parole de tendances conservatrices qui recherchaient l'illusion du calme et de la stabilité, Staline "réhabilita" la famille nucléaire, rendant l'avortement illégal et restreignant le droit au divorce. Aujourd'hui encore, dans l'Etat ouvrier soviétique bureaucratiquement dégénéré et



dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés comme Cuba, où des pas importants vers l'égalité des femmes ont été faits, la famille nucléaire est considérée comme le saint des saints -- perpétuant ainsi l'oppression des femmes. L'avortement, gratuit et dans de bonnes conditions médicales, y est à la portée de toutes, mais toutes les tâches domestiques -- la cuisine, la lessive, l'éducation des enfants -- sont reléguées à la famille, institutionnalisant ainsi la "double journée" pour la femme qui travaille. Dans la mesure où leur vision peut aller au-delà du nationalisme nicaraguayen, c'est ce programme que les dirigeants sandinistes les plus "avancés" veulent appliquer.

Lorsque l'AMNLAE fêta le cinquième anniversaire du mouvement des femmes nicaraguayennes, le 29 septembre 1982, le *comandante* Tomas Borge déclara dans son discours que "l'idéal serait que la société fournisse des crèches, des laveries, des restaurants collectifs et autres services qui pourraient libérer les femmes des tâches domestiques". (Afin, poursuivit-il, qu'elles "puissent faire tout ce que la révolution leur

Suite page 7

Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!

Nous reproduisons ci-dessous une lettre de Silvia Lenz adressée au comité de rédaction de *Women and Revolution*, le journal de la commission femmes de la Spartacist League/US, section américaine de la tendance spartaciste internationale. Cette lettre a été publiée dans le n°31 (printemps) de *Women and Revolution*.

Women and Revolution s'enorgueillit de s'être placé dans le camp de l'Afghanistan soutenu par les Soviétiques contre l'alliance anticommuniste et antidémocratique des chefs tribaux féodaux soutenus par Washington. Alors que la plus grande partie de la gauche a apporté un soutien déclaré ou indirect aux "combattants de la liberté" de Reagan en appelant à un retrait des troupes soviétiques, *Women and Revolution* et la Spartacist League ont avancé le mot d'ordre: "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!"

Une illustration saisissante de la vie quotidienne effrayante qui est celle des femmes de ces "combattants de la liberté" a été donnée dans une interview de Mandana Kerschbaumer, membre d'*Amnesty for Women*, interview qui a été publiée dans le journal de gauche ouest-allemand *taz* (28 janvier 1985). *Amnesty for Women* avait engagé un programme d'aide pour les femmes afghanes dans les camps de réfugiés au Pakistan. Regardez ce qui est arrivé. Une forte hostilité des mollahs afghans a empêché même cette organisation bourgeoise de poursuivre son projet et a appris à ceux qui y partici-

paient directement ce que veut dire "soutenir la liberté du pauvre petit Afghanistan". Voici quelques extraits traduits de cet article:

"*taz*. -- Pourquoi avez-vous choisi le Pakistan en particulier pour votre première intervention d'*Amnesty for Women*?"

"*Kerschbaumer*. -- Cheryl Benard et Edit Schlaffer étaient au Pakistan au début de 1982. Quand elles sont revenues, elles ont fait un rapport détaillé sur les conditions épouvantables dans lesquelles vivent les femmes dans les camps de réfugiés afghans: enfermées dans quelques mètres carrés et nourries seulement avec la pire nourriture, explicitement parce que les dons et l'aide qui leur sont destinés sont bien trop bons pour des femmes. Finalement, les Américains ont envoyé des biscuits protéinés australiens, parce que les Afghans pensaient que c'était juste du pain sec; donc ils les ont donnés aux femmes. Des groupes de femmes européennes ont envoyé de l'argent destiné à fonder des centres pour femmes et des cliniques pour femmes, mais cet argent, au lieu de ça, a été utilisé pour des projets masculins, par exemple un atelier pour automobiles [...].

"*taz*. -- Quel était l'état de santé général des femmes et des enfants dans les camps?"

"*Kerschbaumer*. -- Un pourcentage élevé de femmes souffrait d'anémie, de tuberculose et de maladies gynécologiques. Ces problèmes ont certainement pour origine la malnutrition, les mauvaises conditions d'hygiène

et le fait que même les femmes enceintes doivent assurer leur charge quotidienne de travail [...].

"*taz*. -- En plus de votre programme de santé, avez-vous envisagé d'entreprendre un programme d'éducation, comme par exemple un programme d'alphabétisation?"

"*Kerschbaumer*. -- Oh mon dieu! Ca nous aurait coûté la vie! Assurément, nous n'avons même jamais explicitement parlé d'un programme pour les femmes. Les hommes et les mollahs ne l'auraient jamais toléré! Nous devons aborder les femmes très prudemment, parler des soins pour les bébés, des crèches et ainsi de suite. Apprendre à lire ou à écrire aux femmes aurait été beaucoup trop dangereux. A la fin du programme, certaines personnes pensaient de toute façon que j'étais une communiste infiltrée. Certains instituteurs communistes avaient déjà été abattus -- ne serait-ce que parce qu'à la suite de l'occupation soviétique il y avait eu des campagnes pour éduquer les filles."

Et il y a un autre témoignage qui intéressera nos lecteurs: le *New York Times* du 8 juillet 1985 décrivant la république d'Ouzbékistan, en Asie centrale soviétique: "Parmi les nombreux territoires de l'empire soviétique, c'est peut-être l'Asie centrale qui a accompli les avancées sociales et économiques les plus considérables sous le régime russe et communiste [...]. L'éducation, la médecine et les transports ont atteint les plus petits villages. Tachkent, la plus grande ville de la région et la capitale



Planeta Publishers
Les femmes afghanes apprennent à lire sous la protection de l'Armée rouge.

de l'Ouzbékistan soviétique, est devenue une ville moderne avec un métro somptueux et une impressionnante architecture contemporaine."

Alors qu'en Afghanistan plus de 90% de la population est illettrée, dans l'Ouzbékistan soviétique voisin le taux d'alphabétisation est probablement plus élevé qu'aux Etats-Unis. Il y a un docteur pour 380 habitants en Ouzbékistan, alors qu'il y en a un pour 20000 en Afghanistan!

Les marxistes affirment que le degré d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation générale de la société. L'expérience des volontaires d'*Amnesty for Women* confirme la justesse de la position de *Women and Revolution*: "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!"
Traduit de *Women and Revolution* n°31

Manifestation ...

Suite de la page 8

et attisé les contradictions politiques de ses militants, qui se réclament de la lutte antifasciste mais qui expliquent toujours, en temps normal, que "ça se fait ailleurs" et "à un autre moment".

Il est donc important d'examiner attentivement la position de cette organisation qui proclame aujourd'hui son opposition à la collaboration de classe et qui peut apparaître comme une alternative de gauche à beaucoup de travailleurs et de militants dégoûtés par la politique du PS et du PCF.

Pour commencer, il faut noter que plusieurs de nos mots d'ordre, le 13 mars, n'ont pas été repris par les militants de LO: "Le Pen veut détruire les syndicats, mais il aime Solidarnosc" et "Mitterrand: antiouvrier, anti-immigrés, antisoviétique". En 1980, LO a, dans les faits, capitulé devant l'hystérie anticomuniste autour de l'Afghanistan en osant comparer l'Armée rouge en Afghanistan à l'armée impérialiste française en Algérie! En prenant ainsi la défense des mollahs afghans moyehâgeux, LO se retrouvait du même côté de la barricade que Le Pen. Et LO refuse d'admettre la responsabilité qu'a la guerre froide de Mitterrand dans la montée de Le Pen!

Fait plus insolite, la direction de LO sur place annonça, subitement, sans avoir auparavant averti qui que ce soit, et alors que la manifestation passait devant le cordon de police protégeant le meeting du Front national, que cette manifestation de 1500 à 2000 personnes devait empêcher la tenue du meeting. Le cortège de LO, d'une dizaine de personnes, a même quitté ensuite la manifestation en guise de protestation contre la direction de la manifestation; ils laissaient derrière eux trois des participants à leur cortège désarçonnés, qui devaient rejoindre le nôtre.

Comment expliquer cette attitude de la part d'une organisation qui, certes, se réclame officiellement du programme trotskyste, mais refuse en temps normal d'avancer les mots d'ordre d'action qui découlent de ce programme -- et en particulier la nécessité des groupes de défense ouvriers/immigrés -- en expliquant que "la classe ouvrière n'est pas

prête" à les comprendre et à les adopter? Pourquoi soudain cet éclat d'ultimatisme? LO a-t-elle voulu, par un effet de surprise, réaliser un tour de passe-passe pour entraîner les manifestants à adopter une "tactique" qu'ils n'étaient visiblement "pas prêts" avant à adopter?

LES PARADOXES DE LUTTE OUVRIÈRE

Pour expliquer ce paradoxe apparent, il faut commencer par revenir au Programme de transition élaboré par Léon Trotsky en 1938: "Aux bandes du fascisme, seuls peuvent s'opposer avec succès des détachements ouvriers armés qui sentent derrière leur dos le soutien de dizaines de millions de travailleurs. La lutte contre le fascisme commence, non pas dans la rédaction d'une feuille libérale, mais dans l'usine, et finit dans la rue. Les jaunes et les gendarmes privés dans les usines sont les cellules fondamentales de l'armée du fascisme. Les piquets de grève sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense."

"Propager l'idée de la nécessité", tout est là. Pour les léninistes que sont les trotskystes, le rôle du parti révolutionnaire est de diriger la classe ouvrière organisée dans ses propres organes de pouvoir (comités de grève, milice, soviet) et, pour cela, la classe ouvrière doit s'élever au niveau du programme révolutionnaire qui exprime ses intérêts historiques. Ceci ne peut se faire sans une propagande qui explique inlassablement aux éléments les plus avancés du prolétariat qu'elles sont les tâches que la situation politique rend indispensables (dans le cas présent, la formation de détachements ouvriers d'autodéfense). Or, LO refuse précisément de développer (dans sa presse, ses meetings, ses interventions télévisées, etc.) la nécessité de détachements ouvriers d'autodéfense tant que la classe ouvrière n'est pas prête, c'est-à-dire... tant que lesdits détachements n'existent pas!

Les conséquences en sont extrêmement importantes. Quand elle choisit d'agir, LO se limite à des actions isolées, bornées au cadre d'une seule

usine (et, par ailleurs, tout à fait honorables et utiles en elles-mêmes), comme des débrayages contre des contremaîtres racistes. Pour le reste -- parce que les détachements ouvriers d'autodéfense ne sont pas immédiatement réalisables, etc. -- elle laisse toute autre initiative se situant à un niveau plus élevé à d'autres forces politiques, essentiellement les bureaucrates traîtres (car la politique, comme la nature, a horreur du vide). Ainsi, après l'assassinat de l'ouvrier Pierre Maîtrepar des nerfs patronaux, en 1977, LO avait été jusqu'à excuser l'appel -- soupe de sécurité -- des réformistes à cinq (!) minutes de grève générale en affirmant que c'était "une grève qui permet à l'ensemble de la classe ouvrière d'exprimer ses sentiments et qui l'a effectivement permis" (Lutte Ouvrière n°458, 11 juin 1977).

Plus récemment, en mai 85, LO a salué comme une "petite victoire [...] pleine de signification" l'élection à Mons-en-Baroeul de trois immigrés à des postes municipaux purement consultatifs. Que le service d'ordre de LO -- mobilisé massivement mais sans faire appel aux syndicats pour cette action antiraciste et sous la tutelle du PS -- ait pu repousser les nerfs fascistes qui tentaient d'empêcher ce vote est une bonne chose. Mais ayant bêtement caractérisé le maire PS comme un de ces "francs-tireurs" qui "annoncent les révolutions", LO n'offrait aux travailleurs que la perspective de luttes basées sur le programme... du front populaire: "[...] si tous les militants socialistes et tous les militants communistes qui disposaient d'un peu de pouvoir, d'un peu de confiance populaire, d'une responsabilité quelconque, avaient fait comme le maire de Mons. S'ils s'étaient dit, depuis 1981: 'Les dirigeants de notre parti qui sont au gouvernement n'appliquent pas leur programme. Soit. Mais nous allons essayer de l'appliquer nous-mêmes'" (Lutte Ouvrière n°886, 25 mai 1985). Une propagande certes, mais une propagande classiquement opportuniste. Cela convient bien à une organisation qui veut s'établir "le plus à gauche possible", alors que ce qu'il faut c'est scissionner de ses directions traîtres la base ouvrière des partis réformistes de la "gauche" et balayer ainsi ces directions qui sont un obstacle à la construction du parti révolutionnaire.

Revenons maintenant à la manifestation de Mantes. Pour nous, la participation à cette action de front unique était un moyen de propager les mots d'ordre d'action (détachements ouvriers, etc.) qui font concrètement la différence entre une manifestation de protestation et une action ouvrière pour arrêter les fascistes. C'est pourquoi nous sommes restés dans la manifestation, avec nos nombreuses pancartes et nos mots d'ordre programmatiques. Au contraire, LO, constatant que la manifestation n'avait pas adopté (et comment aurait-elle pu d'ailleurs le faire?) ses objectifs (secrets), a choisi de se retirer... probablement en pestant contre la classe ouvrière "qui n'est pas prête" pour les mots d'ordre que les "révolutionnaires" tiennent frileusement serrés près de leur coeur.

AUCUNE CONFIANCE DANS L'ETAT BOURGEOIS!

Répétons-le, cette attitude revient en fait -- et on le voit avec une grande netteté à Mantes -- à capituler devant des directions réformistes qui ont un programme bien précis et qui le mettent en avant: appeler l'Etat bourgeois au secours contre les bandes fascistes et empêcher toute action ouvrière d'autodéfense.

Certes, cette capitulation est moins honteuse que celle de la LCR de Krivine pour qui les "syndicats" de flics et de juges font partie intégrante du mouvement ouvrier! Fait inouï, Rouge (n°1199, 6-12 mars) publie une table ronde entre l'inévitable Christian Picquet, "spécialiste" de la LCR sur la question, un flic de la FASP (syndicat policier majoritaire) et un juge du Syndicat de la magistrature, le tout sous le portrait de Trotsky. Et Picquet se lamente que Mitterrand aurait pu faire une "autre politique"... répressive!

Non, messieurs, mille fois non: un flic est un flic, payé pour défendre l'ordre bourgeois, en particulier contre la classe ouvrière et les immigrés! (On rougit de honte de devoir rappeler de telles banalités à des gens qui se prétendent "trotskystes".)

Pour les militants de Lutte ouvrière qui veulent préparer les véritables manifestations ouvrières qui écraseront les fascistes, il n'y a qu'une seule voie à suivre, la voie de Lénine, la voie de la construction d'un parti bolchévique. Rejoignez la LTF!

Fascistes ...

Suite de la page 8

Les succès électoraux de Le Pen reposent sur ses interventions dans les mobilisations extra-parlementaires de la petite-bourgeoisie exaspérée par la banqueroute économique du front populaire au pouvoir; Le Pen a appelé les classes moyennes à "politiser" leurs revendications. Dans le même temps, des organisations telles que "SOS Solidarité" servent de paravent au recrutement parmi l'autre cible privilégiée de ces démagogues: le lumpen-prolétariat. Avant même le "10 mai", nous écrivions: "[...] les fascistes, avec le PFN et le Front national -- 'légalistes' -- utilisent aujourd'hui la démocratie bourgeoise, mais leur programme reste, dans le but de détruire la classe ouvrière, de supprimer y compris tous les éléments de démocratie

bourgeoise. Les 'légalistes' servent dès maintenant de couverture et de réservoir pour les groupes fascistes paramilitaires" (Le Bolchévik n°20, novembre-décembre 1980).

De plus, les appels des gouvernements de l'OTAN à la croisade antisoviétique enhardissent ces dignes héritiers de la "Ligue des volontaires français contre le bolchévisme" qui combattit à Stalingrad aux côtés des nazis. La campagne de guerre froide de Mitterrand, de la social-démocratie et de ses acolytes de l'"extrême gauche" ne pouvait être qu'une aubaine pour Le Pen, qui s'est vanté il y a un an, sur "Canal plus", d'être le "plus anticommuniste" de tous les hommes politiques français.

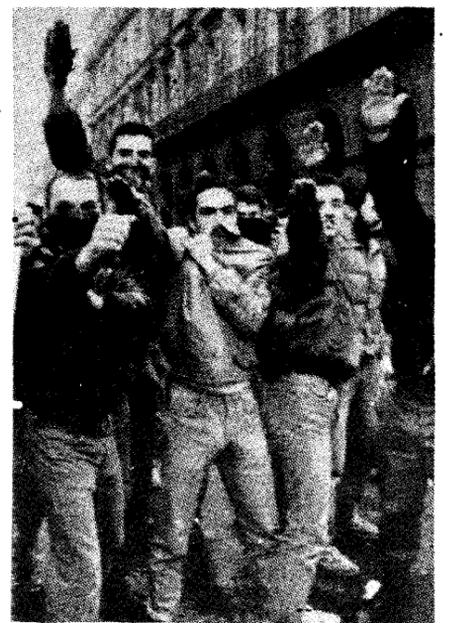
"Défenseur de l'Occident chrétien" contre le soi-disant "complot communiste" à l'extérieur -- c'est-à-dire contre l'Union soviétique et contre les masses opprimées des pays coloniaux et semi-coloniaux --, Le Pen entend aussi être son défenseur contre le "complot communiste" à l'intérieur. Et cela signifie s'attaquer à toutes les organisations ouvrières ou démocratiques sans exception. Il propose donc dès maintenant ses services au patronat pour restaurer la "hiérarchie naturelle" dans les entreprises: briser les grèves, détruire les syndicats, terroriser et traquer les militants ouvriers. Car la bourgeoisie veut faire payer sa crise à la classe ouvrière. Parallèlement à la répression "légale", elle encourage, finance et arme des bandes armées illégales, prêtes à être lancées contre le prolétariat et les immigrés.

Jusqu'à la fin du "10 mai", les flics de Mitterrand auront protégé les meetings de Le Pen, tout comme ses juges ont interdit de l'appeler par son vrai nom. Mitter-

rand est resté fidèle à son prédécesseur Blum qui, en 1937, faisait tirer sur les manifestants antifascistes de Clichy. Tous les fronts populaires pavent ainsi la voie à la réaction. Et celui de Mitterrand n'y fait pas défaut. Pas de tribune pour les fascistes! Dissolution des CRS et autres corps d'exception spécialisés dans la répression antiouvrière et anti-immigrés et véritables nids de fascistes! Flics hors des quartiers immigrés! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! Détachements ouvriers d'autodéfense!

Certes, la bourgeoisie n'est pas aujourd'hui sur le point d'appeler au pouvoir les fascistes, qui constituent son ultime recours contre le prolétariat. Mais dans la situation politique de "l'après-16 mars", où le Parlement risque fort d'être paralysé ou, du moins, sensible aux pressions de "la rue", les bandes de Le Pen représentent une menace sans commune mesure avec leur poids électoral (lequel est d'ailleurs déjà important). D'autant plus qu'ils utiliseront aussi la tribune parlementaire pour lancer leurs appels au meurtre.

Croissy est un avertissement sanglant. Engager une puissante riposte ouvrière est une question de vie ou de mort. La manifestation de Rouen du 11 décembre 1981 en montre la voie. Cette mobilisation, à notre initiative, fut en effet une véritable manifestation ouvrière de front unique -- pas une protestation mais une action pour arrêter les fascistes qui recommençaient à se livrer à des provocations --, appelée non seulement par de nombreux militants du mouvement ouvrier, mais aussi par des sections syndicales, des organisations démocratiques et politiques ouvrières. Cette manifestation a



Merliad/AFB

Derrière les députés du Front national, les bandes fascistes.

réuni plus de 400 personnes dans une période où la guerre froide mitterrandienne commençait à gonfler les voiles des fascistes. Aujourd'hui, il faut riposter à une échelle bien plus importante.

La classe ouvrière a la puissance d'écraser la racaille fasciste, elle est la seule force sociale qui peut, sous la direction du parti révolutionnaire armé du programme trotskyste, en finir une bonne fois pour toutes avec ce produit hideux du capitalisme qu'est le fascisme en en finissant avec ce système d'exploitation et d'oppression. Le sang de nos frères réclame vengeance!

ECRASONS LA PESTE BRUNE!

Une sélection d'articles du "Bolchévik" et de "Spartacist" (édition française) sur comment vaincre le fascisme.

8 F (port inclus)
Le Bolchévik B.P. 135-10
75463 Paris cédex 10

LO...

Suite de la page 3

de cadres syndicaux et politiques, avec l'opinion de la classe ouvrière qui n'a guère manifesté d'émotion sur la question de la Pologne [...] (Ibid.) La LTF, par contre, a appelé publiquement à casser la grève réactionnaire du 21 décembre 1981. Heureusement, malgré les profondes déformations causées par le stalinisme, il existe toujours dans la classe ouvrière une certaine mémoire historique; elle répugne à se ranger aux côtés de "sa" bourgeoisie contre l'URSS. C'est pourquoi la masse de la classe ouvrière industrielle n'a pas participé à cette grève réactionnaire. Et c'est cela qui a "sauvé" LO.

Quand la brochure de LO "De la Russie révolutionnaire à l'URSS des bureaucrates" explique que l'armée et l'Etat ouvriers, des "organismes transitoires" devenus "institutions", sont "des armes dangereuses pour la révolution elle-même", on peut mesurer le dérapage. Face au syndicaliste Monatte, qui s'est servi de la dégénérescence stalinienne pour ressortir les vieux préjugés anarchistes sur les "dangers du pouvoir", Trotsky a répondu assez vertement que le principal "danger du pouvoir" venait de l'Etat bourgeois existant et que c'étaient les défenseurs de l'ordre bourgeois qui avaient tout intérêt à "avertir" la classe ouvrière contre la prise du pouvoir!

Trotsky ajoutait ceci: "Oui, les 'dangers de l'étatisme' existent aussi sous le régime de la dictature du prolétariat, mais la substance de ces dangers consiste précisément en ce que le pouvoir risque justement de revenir aux mains de la bourgeoisie" ("les Fautes fondamentales du syndicalisme", *le Mouvement communiste en France*).

LO est justement incapable, après avoir expliqué que l'URSS est issue

d'une révolution prolétarienne, de nous dire ce qui reste de cette révolution. La contre-révolution politique stalinienne a détruit la démocratie soviétique et le Parti bolchévique, mais pas cette économie et les formes de propriété collectivisée. Pour LO, tout cela est purement "formel", "juridique", parce qu'elle pense que ces mêmes institutions (planification, monopole du commerce extérieur, etc.) peuvent aussi être la base d'un "capitalisme d'Etat" en Chine, à Cuba, etc.

D'où les explications embarrassées de sa brochure pour expliquer que l'URSS reste un Etat ouvrier: le poids social de la classe ouvrière, la faiblesse des assises de la bureaucratie, etc. Ce fatras n'est guère sérieux et il condamne LO non seulement à ne rien comprendre du programme restaurationniste de Solidarnosc -- la restauration de la propriété privée capitaliste -- mais aussi à être incapable de nous dire en quoi la révolution politique prolétarienne est différente de la révolution sociale dans les pays capitalistes. Pourtant, le Programme de transition est limpide: il s'agit de préserver et d'étendre ce qui reste des acquis d'Octobre en les arrachant des mains de la bureaucratie.

ENCORE UNE FOIS L'AFGHANISTAN

Les prises de position de LO sur la question russe reposent sur une base aussi branlante que des phrases: l'Armée rouge en Afghanistan tue des civils, elle a violé l'indépendance de l'Afghanistan, Jaruzelski est un dictateur, etc. C'est un peu léger pour qui se veut marxiste.

Que ces pourfendeurs du nationalisme tous azimuts trouvent sacrosaintes les frontières tracées au XIXe siècle par l'impérialisme est déjà significatif. Qu'ensuite ils refusent de comprendre que les nationalistes petits-bourgeois du gouverne-

ment de Kaboul n'ont fait qu'amorcer un combat contre l'arriération islamique de leur pays que seule l'Armée rouge (la classe ouvrière étant quasi inexistante en Afghanistan) est -- de par la base sociale sur laquelle elle repose -- en mesure de résoudre, montre qu'encore une fois ils n'ont rien compris à la nature de l'URSS.

En comparant l'Armée rouge en Afghanistan avec l'armée française impérialiste en Algérie, LO "oublie" que le colonialisme français a laissé l'Algérie, après plus d'un siècle de domination, encore plus pauvre et illettrée qu'avant. Mais ce n'est pas le cas de l'Asie centrale soviétique! Et ceci après une résistance opiniâtre de la réaction islamique. Trotsky commentait: "Il est vrai que la bureaucratie continue à accomplir dans ces deux domaines [la culture et l'économie] un certain travail progressif, quoique au prix d'énormes frais généraux. Cela concerne avant tout les nationalités arriérées de l'URSS, qui doivent nécessairement



Pathfinder Press
James P. Cannon -- la continuité du trotskysme que rejette LO.

passer par une période plus ou moins longue d'emprunts, d'imitations et d'assimilation. La bureaucratie leur construit un pont vers les bienfaits élémentaires de la culture bourgeoise et, partiellement, prébourgeoise" (*la Révolution trahie*).

En réalité, ce rôle progressiste de la bureaucratie est uniquement basé sur le fait qu'elle repose sur les bases économiques d'un Etat ouvrier. Mais LO est le défenseur acharné de l'idée aberrante que pendant 40 ans cette bureaucratie, en Europe de l'Est, gère des Etats capitalistes. Si c'était le cas, les bureaucrates auraient, depuis longtemps, restauré le capitalisme en URSS elle-même. Face à l'impérialisme US, Staline a été obligé d'exproprier la bourgeoisie de l'Europe orientale simplement pour assurer son emprise sur ces Etats.

Pour LO, reconnaître la double nature de cette bureaucratie: sa défense militaire de ses propres bases économiques et sa politique contre-révolutionnaire de collaboration de classe à l'échelle internationale, ce serait reconnaître la nécessité, en quelque sorte, de cette bureaucratie, de lui donner une mission historique. Pas du tout. Si Jaruzelski, pour défendre ses propres intérêts et, partant, la base économique qu'il parasite, a donné un coup d'arrêt au coup d'Etat pro-capitaliste de Solidarnosc en 1981 (ce que nous avons donc soutenu, de façon militaire), c'est uniquement la construc-

tion d'un parti trotskyste capable de renverser cette bureaucratie parasitaire à la tête du prolétariat polonais, qui sauvera l'Etat ouvrier polonais et permettra l'instauration d'un régime de démocratie soviétique.

LO ET LE STALINISME FRANCAIS

La question russe c'est la question du parti, car la question du parti est la question du programme. Comme elle a vidé la notion du parti de son contenu léniniste, LO a vidé la notion de dictature du prolétariat de son contenu en la reléguant à la rhétorique "socialiste du dimanche", en la transformant en un paradis idyllique: un Etat "à la fois bon marché et plus démocratique", comme une petite commune française, disait Arlette en 1981.

L'actuelle direction de LO s'est forgée dans une période où le PCF faisait régner la terreur dans les usines contre ses opposants de gauche -- jusqu'en 1968 et même au-delà. Les staliniens, en tant que réformistes, défendaient ainsi l'ordre bourgeois. Mais au brisage de grèves par les staliniens (accompli au service de leur front-populisme), LO oppose uniquement la démocratie ouvrière et non le Programme de transition trotskyste, concrétisation de la perspective de la révolution socialiste.

Qu'une tendance qui se prétend trotskyste se réclame avec fierté de son rôle dans une grève contre un front populaire -- la grève de Renault de 1947 -- est certes honorable. Mais tout se passe comme si LO ne voulait que répéter cette expérience, ce qui représente en fait tout son programme. Cette grève a été une révolte élémentaire des ouvriers contre la direction stalinienne sur la base de revendications économiques. Les ancêtres de LO se cantonnaient déjà dans l'animation du comité de grève dans quelques départements de Billancourt pendant que les trotskystes du Parti communiste international se battaient pour la grève générale de la métallurgie, avançaient la perspective d'un gouvernement ouvrier contre le front populaire. Déjà la tendance, qui deviendra LO, tournait le dos aux syndicats sous le contrôle de la bureaucratie stalinienne.

Mais comme les acquis d'Octobre ne doivent pas être laissés aux Gorbatchev, les acquis de 1936 -- les syndicats implantés dans les grandes entreprises industrielles -- ne doivent pas être laissés aux Krasucki et Maire.

LO est programmatiquement désarmée devant le PCF. C'est pourquoi elle est bien incapable de le scissionner et pourquoi elle appelle même les militants du PCF à y rester. Les réponses aux questions que se posent de nombreux militants du PCF ne viendront certainement pas des "feuilles de boîtes" de LO! C'est dans le programme défendu par la LTF qu'ils les trouveront, tout comme les militants de LO qui cherchent une vraie perspective de lutte contre le front-populisme et pour la révolution prolétarienne, un programme qui ne dérive pas de la rupture économiciste avec la Quatrième Internationale -- du vivant même de Trotsky -- mais qui au contraire plonge ses racines dans la continuité à travers l'expérience de James P. Cannon, le dirigeant du trotskysme américain: la tendance spartaciste internationale. ■

Nicaragua...

Suite de la page 5

demande tout en restant des mères dévouées, efficaces et aimantes".) Mais jusqu'à présent, le gouvernement sandiniste n'a réussi à créer que 43 crèches, dans des zones urbaines, prenant en charge seulement quelques milliers d'enfants dans la journée. L'économie appauvrie du Nicaragua ne peut pas à elle seule procurer à la population des services adéquats en matière d'éducation et de santé. Il faut que les forces productives se développent considérablement pour que les tâches domestiques puissent être effectivement socialisées.

La tendance spartaciste internationale se bat pour le programme de "libération des femmes au travers de la révolution socialiste". En Amérique centrale, nous brandissons la bannière trotskyste de la révolution permanente, de gouvernements ouvriers et paysans qui passeront des tâches démocratiques aux tâches socialistes dans un développement ininterrompu. Mais il suffit de jeter un coup d'oeil rapide à la condition des femmes: cela ne pourra pas être accompli dans les confins étroits du Nicaragua appauvri ou même dans ceux de l'Amérique centrale tout entière. Il faut étendre la lutte au puissant prolétariat mexicain et surtout mobiliser les ressources des pays industriels les plus avancés, notamment les Etats-Unis. Les femmes nicaraguayennes ont le plus grand intérêt à ce que la révolution soit parachevée et étendue au niveau international, car sans cela une libération et une émancipation véritables des opprimés sont impossibles.

Une révolution sociale a commencé. Engels disait que "l'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique" (*L'Origine de la famille...*). C'est ce qui se passe au Nicaragua aujourd'hui. Il y a trois ans déjà, 41% de la population salariée étaient des femmes. Et avec la conscription des hommes pour l'effort de guerre, les ouvriers de l'industrie sont de plus en plus

souvent des femmes. Ce qui signifie que, de l'usine textile Fabritex à la sucrerie Victoria de Julio, les syndicats ne peuvent pas éviter des "problèmes de femmes" comme le besoin urgent de crèches. Les femmes, en tant que dirigeantes ou cadres de nombreuses organisations de masse, ont souvent eu des relations conflictuelles avec le gouvernement et ont quelquefois réussi à le pousser à gauche. Il y a beaucoup de "Norma Rae" au Nicaragua, des combattantes prolétariennes qui ont une grande conscience de classe et qui ne retourneront pas au foyer sans broncher.

Ce dont le Nicaragua a un urgent besoin, c'est d'un parti léniniste trotskyste qui mobilise l'énergie révolutionnaire de tous les opprimés et paracheve cette révolution sociale déjà en cours. Aujourd'hui, dans cette ancienne république bananière, caféière et cotonnière, où les baïonnettes du "monde libre" de la garde somoziste éventraient les femmes enceintes soupçonnées d'être de la guérilla, celles qui n'ont connu que la peur et la misère prennent maintenant les armes pour défendre leur terre. Celles dont la vie était confinée entre quatre murs de planches et un toit de tôle (quand elles avaient de la chance), dont la destinée était déterminée par leur rôle dans la reproduction biologique et non dans la production sociale, ont commencé à agir sur la scène de l'histoire. "Nous étions comme des muets" déclarait Jesus Lopez Garcia, une petite femme vive d'une quarantaine d'années, militante du CDS [Comité de défense sandiniste] au nord du Nicaragua, "mais maintenant nous pouvons parler".

Mais ce n'est que le commencement. Car les femmes ne seront pas libérées du double joug de l'esclavage domestique et de l'esclavage salarié tant que les paroles de l'hymne communiste, *L'Internationale*, qui ne sont encore qu'une promesse, ne deviendront pas réalité:

"Du passé faisons table rase,
Foule esclave debout! debout!
Le monde va changer de base
Nous ne sommes rien, soyons tout!"

Traduit de Women and Revolution n°31

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion 60 F)
Etranger: mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik - B.P. 135-10 - 75463 Paris Cedex 10



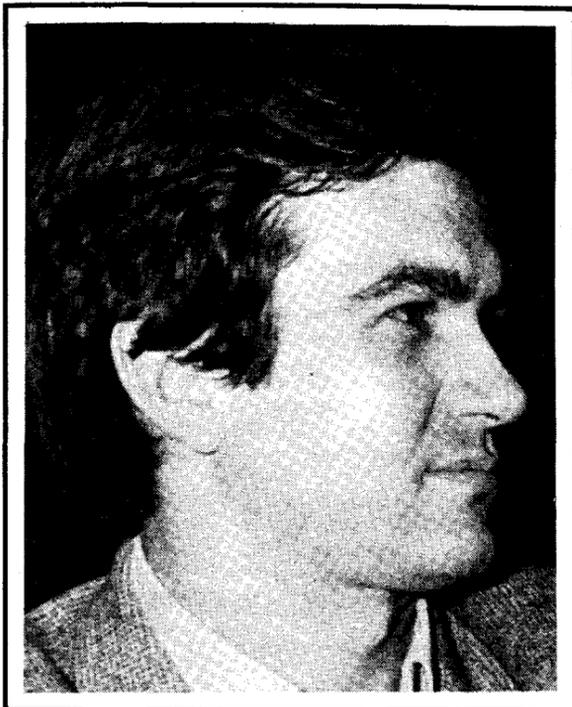
Mobilisation ouvrière pour écraser la peste brune !

Les fascistes ont tué !

16 mars -- C'est un avertissement écrit dans le sang. Le soir du 7 mars, à Croissy-sur-Seine, dans le département des Yvelines, Philippe Brocard, militant de la CFDT et sympathisant du PS, est lâchement assassiné par les gangsters du Front national. Brocard et ses deux compagnons arrachent des affiches de Le Pen collées sur un panneau du PS quand ils tombent dans un véritable guet-apens; six nervis fascistes en tenue paramilitaire attendent dans leurs voitures. Les colleurs d'affiches du PS sont sauvagement tabassés; Philippe Brocard est tué d'un coup de couteau. La Ligue trotskyste salue son camarade de classe victime de la terreur fasciste. Sa mort doit être vengée, et elle sera vengée quand la puissance de la classe ouvrière balayera cette vermine.

Le Pen prétend que le meurtrier, Régis Devaux, un militaire de carrière, n'est pas un "militant" du Front national. Par un mensonge aussi cynique qu'honteux, il suggère qu'il s'agit d'une provocation gouvernementale. L'agression meurtrière de tout un commando fasciste le dément. Mais il y a plus. Le meurtre de Croissy n'est que le sommet de l'iceberg. Il s'agit de toute une série de ratonnades fascistes dont la presse aux ordres ne laisse filtrer qu'un tout petit aperçu.

Que préparait l'équipe de "colleurs d'affiches" du Front national arrêtée dans l'Essonne, armée d'un coup-de-poing américain, de manches de pioche, d'un revolver à grenaille, d'un poignard et d'un nerf de boeuf? Qui sont les "inconnus" qui, le samedi 8 mars, ont frappé un colleur d'affiches du PS avec des barres de fer à Créteil et l'ont envoyé à l'hôpital? Le PS accuse des militants du Front national d'avoir attaqué, le même jour, ses militants à Canteleu, près de Rouen. Une descente fasciste au lycée Jeanne d'Arc à Rouen a également eu lieu ce jour-là. Et à la gare de Juvisy, dans la banlieue parisienne, le syndicat de cheminots CGT relate que "quarante individus, armés de gourdins et de barres de fer, et se réclamant du Front national! [...] ont fait irruption dans la gare samedi vers 20 heures dans le but de 'casser de l'Arabe'. Deux cheminots ont été blessés lors de cette expédition punitive" (*L'Humanité*, 12 mars). La police, elle, parle d'une bagarre entre loubards!



Sipa
Philippe Brocard, militant CFDT et sympathisant PS, assassiné le 7 mars par des nervis du Front national.

Ces deux dernières années, on relève des dizaines d'exemples de matraquages, de plasticages, de meurtres commis par des membres du Front national. Ses "colleurs d'affiches" sont toujours au premier plan: agression des colleurs d'affiches du PS à Saint-Laurent-du-Var, le 24 février 1984; coups de feu tirés contre de jeunes immigrés à Marseille, le 7 mai 1985; coups de feu tirés contre de jeunes Maghrébins à Sarcelles, le 21 septembre 1985; agression contre le maire de Montégut-Lauragais avec du gaz lacrymogène, le 20 novembre 1985. Michel Guitton, officier en retraite et membre du Front national, est déjà inculpé du

meurtre avec préméditation d'Albert Chéro, un socialiste, à Lancieux, le 24 décembre.

Non, le Front national n'est pas un parti légaliste, parlementariste, comme les autres! Son programme antiouvrier, anti-immigrés, anticommuniste, est un programme d'action, de terreur et de génocide!

UN "MARTYR" POUR LE PEN

La récente vague d'attentats fascistes a suivi la mort, le 4 mars à Beaucaire, près de Marseille ("Ségrégation-City"), de Patrice Dhaine, un chômeur de 27 ans. Selon les quelques informations publiées, Dhaine a fait une provocation raciste dans un bar, se vantant de voter Front national, et donc les immigrés qui pouvaient s'y trouver pouvaient s'estimer en état de légitime défense. Il serait ensuite mort d'un traumatisme crânien. Plus tard, un Marocain était arrêté. Le Pen et ses acolytes ont immédiatement fait de Dhaine un "martyr de la cause". Le 8 mars, une messe intégriste était célébrée à sa mémoire à Beaucaire, et le sermon du prêtre était un véritable appel au meurtre: "Cet homme est mort pour la France. Nous sommes dans la situation d'un pays occupé par une nation étrangère" (*le Méridional*, 9 mars).

La presse réactionnaire, le *Figaro* en tête, s'est livrée à un répugnant amalgame entre la mort de Dhaine et la vague d'attentats perpétrés les 7 et 8 mars par des commandos fascistes armés jusqu'aux dents, en dénonçant "la violence politique". Et la presse bourgeoise plus ou moins ouvertement progouvernementale, du *Matin* au *Monde* en passant par *Libération*, présente ces agressions comme une série d'actes isolés.

LE PEN PREPARE "L'APRES-16 MARS"

Les fascistes tâtent le terrain. Ils enregistrent les réactions de leurs ennemis. Ce n'est qu'un début; si les nervis du Front national commettent de tels actes en période électorale alors qu'ils avancent leur côté "respectable", de quoi seront-ils en effet capables après les législatives, quand ils se croiront tout permis?

Suite page 6

Mantes-la-Jolie - Manifestation anti-Le Pen

Indiscutablement, l'ombre du meurtre de Croissy-sur-Seine -- perpétré à quelques kilomètres seulement de là -- planait sur la manifestation appelée le 13 mars à Mantes-la-Jolie pour protester contre la tenue, le soir même, d'un meeting du Front national. Dans cette ville fortement immigrée, ce meeting constituait déjà en soi une véritable provocation. La présence à la manifestation de 200 ouvriers de l'automobile de Flins et de Poissy soulignait encore le fait que Mantes-la-Jolie et ses environs sont le lieu d'habitation de beaucoup de ces ouvriers immigrés qui on été à l'avant-garde des grèves de l'automobile ces dernières années.

Mais la présence des cortèges CGT et CFDT soulignait aussi la nécessité de mobilisations de masse du prolétariat pour balayer la vermine fasciste -- les manifestations des jeunes beurs et des organisations d'"extrême gauche" étant nettement insuffisantes pour cette tâche. Oui, les directions des syndicats, des organisations de masse de la classe ouvrière ont permis trop longtemps aux fascistes de s'implanter et d'entretenir une atmosphère de pogromes anti-immigrés. Il faut des mobilisations ouvrières pour arrêter les fascistes, des groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les syndicats pour défendre les quartiers immigrés et empêcher le développement de la terreur raciste des fascistes et des flics.

La Ligue trotskyste était présente à cette manifestation avec des mots d'ordre repris par un certain nombre de manifestants et qui montraient la perspective d'une véritable contre-offensive ouvrière: "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!", "Aucune confiance dans l'Etat bourgeois contre les fascistes!", "Milices ouvrières pour écraser les fascistes!"



Mantes, 13 mars -- Cortège de la LTF à la manifestation anti-Le Pen.

Nos camarades ont eu l'heureuse surprise de défiler aux côtés d'un cortège de militants de Lutte ouvrière, qui reprirent ces mots d'ordre. LO participe en effet assez rarement en tant qu'organisation aux manifestations antifascistes. La plupart du temps, ses militants justifient cet abstentionnisme avec des syllogismes économistes particulièrement honteux du genre: "Le chômage et la crise sont les causes de la montée du Front national, donc pour lutter contre Le Pen il suffit de lutter contre la crise." Mais cette année, la tactique électorale de LO -- son refus explicite de voter PS et PC à cause de leurs cinq ans de "sale boulot" -- semble avoir desserré un peu son sectarisme traditionnel

Suite page 6

